

Dossier : Troubles géopolitiques et leurs effets dans la région méditerranéenne

L'Arabie saoudite : vers une diplomatie plus interventionniste ?

Agnès Levallois

Chercheuse associée la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

Maitre de conférence à Sciences Po

L'Arabie saoudite est confrontée à de nombreux défis depuis le déclenchement des mouvements de contestation dans le monde arabe en 2011 et le retour de l'Iran sur la scène régionale. Elle s'est d'abord inquiétée des conséquences que les soulèvements pouvaient avoir sur le royaume – le cas de Bahreïn a été emblématique –, puis l'évolution de la crise syrienne a mis à mal sa politique de soutien à l'opposition et enfin l'intervention des forces armées saoudiennes au Yémen pour contrer l'avancée des forces houthistes se révèle être un cauchemar car elles s'enlisent sans qu'une sortie de crise soit actuellement envisageable. Riyad se retrouve propulsé sur le devant de la scène, car il doit assumer son rôle de puissance régionale pour contrer les ambitions iraniennes, rassurer les populations sunnites face à l'absence de leadership et à la montée des groupes islamistes radicaux et de l'Organisation État islamique.

L'Arabie saoudite face au retour de l'Iran

Riyad considère que le retour de l'Iran sur la scène régionale, survenu grâce à l'accord sur le programme nucléaire iranien signé le 14 juillet 2015 entre Téhéran et le P5+1¹, représente un danger majeur en raison des visées hégémoniques des Iraniens. Dès lors,

il voit la main de Téhéran derrière l'ensemble des conflits de la région, il s'inquiète de sa politique d'influence et considère qu'il est responsable de la déstabilisation du Moyen-Orient. Il est vrai que certaines déclarations d'officiels iraniens ne permettent pas de rassurer les Saoudiens. Ali Akbar Nategh-Nouri, ancien vice-président du *majlis*, déclarait en janvier 2015 : « *Nous constatons aujourd'hui que notre révolution est exportée au Yémen, en Syrie, au Liban et en Irak* ». Le 16 décembre précédent, Ali Velayati, conseiller du Guide, aurait dit que l'influence de l'Iran s'étend à présent « du Yémen au Liban² ». Cette déclaration, très relayée dans le Golfe, a conforté le sentiment d'encerclement des pétromonarchies, en particulier celui de l'Arabie saoudite.

La rivalité entre les deux puissances régionales est ancienne : au début des années 80, le projet d'exportation de la révolution islamique avait fait craindre aux monarchies du Golfe des actions contre elles à travers leurs communautés chiites et c'est ce spectre qui est réapparu en février 2011 lors des rassemblements de milliers de personnes – majoritairement des chiites³ – sur la place de la Perle à Manama. Le mouvement a été violemment réprimé par l'intervention des forces du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) emmenées par l'Arabie saoudite.

L'échec de la politique syrienne

Le royaume, lors du déclenchement du soulèvement syrien en mars 2011 a observé la situation, peu enclin à soutenir un mouvement populaire. Il

¹ Le P5+1 comprend les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne

² Michel MAKINSKY. « Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite à l'heure des choix », *Les clés du Moyen-Orient*, 19/03/2015, www.lesclesdumoyenorient.com/Les-relations-entre-l-Iran-et-l.html

³ La dynastie au pouvoir est sunnite alors que les chiites représentent 70 % de la population bahreïnie et ils sont soupçonnés par les Saoudiens d'être manipulés par les Iraniens. En fait il s'agissait avant tout d'un mouvement de revendication pour les droits civiques et non d'un mouvement de déstabilisation initié par les Iraniens

s'est engagé aux côtés de l'opposition à partir du mois d'août ⁴, prenant en compte la sensibilité de la population saoudienne vis-à-vis de la contestation et avec l'objectif de renverser le régime de Bachar al-Assad. Il espérait ainsi affaiblir l'axe Téhéran-Damas et la position du Hezbollah en Syrie car, pour Riyad, il ne fallait pas que le précédent irakien se reproduise ⁵. En effet, il convient d'empêcher la mainmise de Téhéran sur la Syrie comme c'est le cas en Irak ⁶. Le Qatar va également s'engager aux côtés des rebelles, mais la scène syrienne va être l'occasion d'une compétition entre les deux pétromonarchies qui se fera au détriment de l'efficacité de l'aide apportée à l'opposition syrienne, qui va grandement en pâtir. Chacun des deux pays soutient des brigades sans accepter d'élaborer une stratégie commune qui aurait bien évidemment été plus efficace face à l'Iran, qui avait, lui, un objectif clair, le soutien inconditionnel au régime d'Assad.

Riyad voit la main de Téhéran derrière l'ensemble des conflits de la région et considère qu'il est responsable de la déstabilisation du Moyen-Orient

La différence fondamentale entre l'Iran et l'Arabie saoudite dans la gestion des conflits est que Riyad ne parvient pas à avoir des *proxys* solides sur lesquels s'appuyer et à construire une stratégie afin de préserver ses intérêts comme le fait Téhéran à travers le Hezbollah au Liban ou en Syrie. Les Saoudiens ont dépensé des sommes importantes à financer des groupes sans arriver pour autant à créer des fidélités. La chute de la ville d'Alep a démontré l'incapacité des pétromonarchies à assurer un soutien significatif aux rebelles afin de leur permettre de renverser le rapport des forces, ce que les Russes et les Iraniens ont fait, consacrant ainsi leur rôle dans le conflit syrien.

Le défi de la guerre au Yémen

La rébellion houthiste au Yémen représente un défi existentiel pour le royaume en raison de la proximité territoriale de ce pays, parce que Riyad a toujours considéré que le Yémen était son arrière-cour et représentait une question de politique intérieure. L'engagement des forces armées saoudiennes « Tempête décisive », dans le cadre d'une coalition arabe lancée en mars 2015, visait à lutter contre les rebelles houthistes ⁷ car ces derniers occupaient militairement Sanaa, la capitale du pays, depuis septembre 2014 et ils venaient de prendre Aden. L'intervention saoudienne ambitionnait de faire partir les houthistes des villes et de les contraindre à se replier dans leur berceau de Saada, ville au nord du pays non loin de la frontière saoudienne.

Les Saoudiens ont dépensé des sommes importantes à financer des groupes sans arriver pour autant à créer des fidélités

Par cette intervention au Yémen, le nouveau roi d'Arabie, Salman ⁸, entendait affirmer sa puissance régionale et adresser un message clair aux Iraniens selon lequel « il ne tolérerait pas la présence d'un pouvoir sous influence iranienne dans la péninsule Arabique ⁹ ». Mais l'Iran avait-t-il vraiment l'intention de menacer Riyad à travers les houthistes alors qu'il était déjà fortement engagé en Syrie ? Rien n'est moins sûr, mais cette opération militaire avait également une visée sur le plan intérieur saoudien, qui était l'affirmation du prince Mohamed ben Salman, jeune fils du roi, tout juste nommé vice-prince héritier et ministre de la Défense. Il devait donc à ce titre faire ses premières armes et s'imposer comme responsable crédible. Mais force est de constater que le résultat est des plus mitigés.

⁴ Le 7 août 2011, l'Arabie saoudite rappelle son ambassadeur en poste en Syrie

⁵ Les Saoudiens reprochent aux Américains d'avoir permis le contrôle de l'Irak par l'Iran à la faveur de l'intervention de Washington en Irak en 2003

⁶ DAZI-HENI, Fatiha. « Les diplomaties des monarchies du Conseil de coopération du Golfe dans la crise syrienne ». *Confluences Méditerranée* n° 89 : 81-93, 2014

⁷ Les houthistes sont issus de la minorité zaydite, une branche d'obédience chiite

⁸ Il accède au pouvoir en janvier 2015 après la mort de son frère le roi Abdallah et trois mois plus tard il nomme son neveu, Mohamed ben Nayef, prince héritier et son fils préféré vice-prince héritier

⁹ BLIN, Louis. « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne ». *Politique étrangère* : 49-61, 2016

Vers plus d'interventionnisme saoudien ?

L'engagement saoudien au Yémen marque un changement profond de la position de ce pays qui se retrouve en première ligne dans un conflit armé alors que jusque-là il confiait sa sécurité aux États-Unis. Mais la crise de confiance entre les deux pays est profonde car les Saoudiens ont très mal vécu le « lâchage » de Zine al-Abidine Ben Ali ou Hosni Moubarak lors des révolutions arabes et craignent de ne plus pouvoir bénéficier de la protection de leur allié en cas de difficulté. Cette crainte a été accentuée par la signature de l'accord sur le nucléaire iranien qui était une priorité de la diplomatie américaine – au grand dam des Saoudiens – sans oublier le désengagement annoncé de Washington du Moyen-Orient.

Riyad a tiré les enseignements de cette situation nouvelle en prenant conscience de la nécessité d'être plus autonome en matière de sécurité et, pourquoi pas ?, de se rapprocher de Moscou afin de diversifier sa politique extérieure. C'est ce qu'il a fait en intensifiant le dialogue économique sur les questions pétrolières. Au-delà des questions économiques, les Russes espèrent bien profiter de la nouvelle donne dans la région et de son rôle stratégique dans le conflit syrien pour reprendre des positions diplomatiques. Néanmoins, le fort soutien de Moscou au régime d'Assad représente un obstacle au renforcement des relations bilatérales. Le nouveau concept de politique étrangère de la Russie dit clairement que la « *Russie continuera d'apporter une contribution considérable à la stabilisation de la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*¹⁰ ». Les Russes sont conscients de leur capacité à pouvoir servir d'intermédiaire sur certains

dossiers et pourraient essayer de faire baisser la tension entre Téhéran et Riyad. En effet, la stabilisation du Moyen-Orient passe par un rapprochement entre ces deux pays car ils s'affrontent sur plusieurs champs de bataille par *proxys* interposés.

Les Russes sont conscients de leur capacité à pouvoir servir d'intermédiaire sur certains dossiers et pourraient essayer de faire baisser la tension entre Téhéran et Riyad

Les dernières évolutions en Syrie après l'attaque chimique à Khan Cheikhoun le 4 avril 2017, imputée au régime d'Assad, vont-elles changer la donne ? Le rapprochement qui semblait s'esquisser entre Moscou et Washington n'est plus à l'ordre du jour et Riyad, qui a bien accueilli l'élection de Donald Trump, s'est réjoui des frappes américaines contre la base militaire syrienne car cette action représente une rupture par rapport à la non intervention de Barack Obama en août 2013, qui avait suscité la colère des Saoudiens. Ces derniers semblent rassurés par la façon d'agir de Donald Trump. Ils partagent la même analyse du terrorisme radical et le nouveau président américain a pris soin de ne pas inscrire les Saoudiens parmi les nationalités interdites d'entrée sur le territoire¹¹. En revanche, sur le dossier syrien, les points de vue de Riyad et Moscou sont divergents. Le rapprochement entre les deux pays est donc avant tout conjoncturel et relativement fragile.

¹⁰ Document approuvé le 30 novembre 2016 par le président russe, Point 92 ; www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/2542248

¹¹ Le 27 janvier 2017, le président américain signe un décret pour interdire l'accès aux États-Unis à tous les réfugiés et aux ressortissants de sept pays : Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen afin de lutter contre le terrorisme. La cour d'appel de San Francisco a bloqué le décret.